

François Ruf

Booms et crises du cacao

Les vertiges de l'or brun



MINISTÈRE DE LA COOPÉRATION
CIRAD-SAR et KARTHALA

BOOMS ET CRISES DU CACAO

Couverture : Cabosses de cacaoyer, sud-ouest de la Côte-d'Ivoire à l'époque du boom du cacao, 1979. Photo François Ruf.

© CIRAD-SAR, Ministère de la Coopération et Éditions KARTHALA, 1995
ISBN : 2-86537-594-3

François Ruf

Booms et crises du cacao

Les vertiges de l'or brun

**CIRAD-SAR
B.P. 5035
34032 Montpellier**

**KARTHALA
22-24, bd Arago
75013 Paris**

**Ministère de la Coopération
20, rue Monsieur
75007 Paris**

Le CIRAD, Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement, est un organisme scientifique spécialisé en agriculture des régions tropicales et subtropicales. Il réalise, dans une cinquantaine de pays, des opérations de recherche, de développement agricole et de formation. Il emploie 1 800 personnes, dont 900 cadres. Son budget s'élève à près de 1 milliard de francs, dont plus de la moitié provient de fonds publics.

La crise de l'agriculture et l'explosion urbaine montrent l'ampleur des changements sociaux et économiques que vivent les sociétés rurales des pays en développement. Réussir l'intégration au marché impose au producteur, à l'industriel et au politique des décisions rapides, exigeant une connaissance approfondie des dynamiques agraires et agroalimentaires. L'aide à la décision devient une priorité de la recherche. Elle concerne la maîtrise durable des ressources naturelles, la gestion des moyens de production, la transformation des produits, l'ouverture sur un nouvel espace économique, la ville.

Par ses travaux de recherche, le Département des systèmes agroalimentaires et ruraux (CIRAD-SAR) contribue à l'amélioration du fonctionnement des unités de production et des entreprises rurales et agroalimentaires. Il accompagne les sociétés rurales dans leur évolution.

« C'est un fait bien connu des cultivateurs des régions tropicales, qu'il faut toujours établir une cacaoyère sur un terrain vierge ; on n'a obtenu que des mécomptes, toutes les fois qu'on a voulu remplacer d'anciennes cultures de cannes à sucre, de maïs, d'indigo, par le cacao. C'est un arbre qui exige, pour réussir, une terre riche, humide et profonde, de la chaleur et de l'ombrage. Rien ne lui convient mieux qu'une forêt défrichée... »

Boussaingault, *Économie rurale*, vol. 1, 1843, p. 483

Ce livre est d'abord dédié à Anisha et Nicolas, qui m'ont toujours entouré et encouragé.

Il est aussi dédié à ces millions de migrants du cacao, créateurs d'aventures humaines incroyables, certaines heureuses, d'autres misérables, parfois les deux.

Il est enfin dédié aux quelques observateurs et chercheurs redécouvrant le rôle de la forêt pour le cacao, en période de récession, régulièrement oubliés dès qu'un boom repartait dans un autre pays, aux dépens d'une nouvelle forêt.

Remerciements

Sur le terrain, ce livre n'aurait pas abouti sans l'aide précieuse d'enquêteurs devenus de véritables assistants de recherche, et des amis. Je pense en particulier à Georges Konan avec qui je travaille en Côte-d'Ivoire depuis 1980 et à Waris Ardhy, Jamaluddin et Yoddang avec qui je partage tout le travail d'enquête en Indonésie depuis 1989. L'attachement aux faits et aux données de terrain témoigné dans ce livre implique de signaler cette reconnaissance et amitié en tête des institutions et de leurs représentants. Dans cet esprit, toute notre reconnaissance va également aux centaines de planteurs de cacao que nous avons abreuvés de questions, qui nous ont guidé sur leurs plantations, qui ont attiré mon attention sur de multiples pistes de recherche. Un peu de cette reconnaissance ressort dans ce livre à travers les citations des planteurs.

Mais les remerciements vont également au CIRAD, qui a retenu un de nos projets de recherche sur le cacao parmi les « ATP » (Actions thématiques programmées) en 1989. C'est notamment cette ATP intitulée « Le renouvellement du capital plantations cacaoyères et caféières » qui a permis de conduire au sein du SAR (département des systèmes agro-alimentaires et ruraux), en liaison avec le département CP (département cultures pérennes) un programme de recherche sur les économies cacaoyères. Parmi les nombreux responsables qui sont intervenus dans la décision de publication de cet ouvrage, citons au moins J. Pichot et J. Faye, anciens directeurs scientifiques du département SAR, pour leur soutien, impliquant parfois une défense active du projet.

Nos remerciements vont également à M. de Verdière, sous-directeur du développement économique et de l'environnement au ministère de la Coopération pour sa confiance et pour le financement du ministère, contribuant de façon décisive à cette publication.

La documentation, indispensable pour la vérification de plusieurs hypothèses du livre, a grandement bénéficié de l'aide de Michèle Forget, Marie-Christine Duchamp et M^{me} Tran Minh. Au plan de l'édition, ce livre doit également beaucoup au précieux travail de M^{me} Pellecuer et M^{me} Kraft.

Le témoignage de ma gratitude à J.-M. Boussard pour avoir accepté de lire et préfacer l'ouvrage ne vient en dernier que pour mieux le souligner. Enfin, comme il est d'usage de le rappeler, les données et conclusions de ce livre relèvent de la pleine responsabilité de l'auteur et ne sont pas nécessairement partagées par les éditeurs.

Préface

par Jean-Marc BOUSSARD, directeur de recherche à l'INRA
Membre de l'Académie d'agriculture

La théorie économique élémentaire décrit le fonctionnement des marchés comme le mécanisme de base par lequel les producteurs sont informés des désirs des consommateurs, et les consommateurs, de la difficulté de produire. L'observation des conditions dans lesquelles se produit et se consomme le cacao est une admirable illustration des insuffisances de cette conception, et de la nécessité de l'enrichir par une analyse plus approfondie.

Aujourd'hui, matière première banale, le cacao, dans la mesure où il sert aussi à fabriquer des confiseries de haut de gamme, garde encore quelque chose de ses origines comme produit de luxe. On le tient pour assez important pour en faire l'objet d'accords internationaux. Pourtant, son poids dans les budgets des consommateurs est très faible, au point que la détermination d'une élasticité de la demande par rapport aux prix et aux revenus est un exercice passablement périlleux. C'est là le premier paradoxe de ce produit, mais ce n'est pas le seul.

On ne peut le produire que dans des conditions écologiques très particulières, que l'on ne rencontre que dans certains pays en voie de développement. Ces pays n'en consomment pas, ou très peu, mais le produit ne leur en est pas moins indispensable, parce que c'est la monnaie d'échange pour les importations en provenance des pays acheteurs (importations qui, du reste, concernent parfois, et de plus en plus souvent des denrées alimentaires). C'est là apparemment un cas d'école pour la théorie des avantages comparatifs, presque aussi beau que l'histoire du vin portugais et du drap anglais racontée par Ricardo. Pourtant, il n'existe pas de marché plus fluctuant que celui du cacao, avec des variations du simple au quadruple en un temps très court, qui n'ont manifestement rien à voir avec des modifications du coût marginal du produit.

Comment un commerce aussi justifié par les conditions naturelles peut-il conduire à de pareilles déviations par rapport à l'optimalité des marchés, qui intervient, rappelons-le, quand le coût marginal est égal au prix d'équilibre ?

Cela tient évidemment à ce que le coût marginal est bien difficile à déterminer. La production est souvent le fait de paysans pauvres, que d'aucuns auront vite fait de qualifier de demi sauvages, et dont les calculs économiques obéissent à une logique parfois peu perceptible à qui les regarde de trop loin. Mais on aurait bien tort de trop se fier à un pareil raisonnement. D'abord, la logique des « demi sauvages », pour être mal comprise, n'en est pas moins profonde. Ensuite, il existe des capitaines d'industrie pour s'intéresser à la culture du cacao, au moins de temps à autre, et ceux-là sont complètement « rationnels » (même s'ils peuvent être mal informés). Il faut donc trouver autre chose que l'irrationalité des producteurs pour expliquer les cycles de ce produit.

Or, ceux-ci ont un coût énorme pour la collectivité. Le coût est d'autant plus grand qu'il est supporté plus encore par les producteurs pauvres que par les consommateurs riches, en dépit de l'existence des accords internationaux mentionnés ci-dessus, et de tout un arsenal de marchés à terme et autres « produits dérivés », qui ne semblent avoir sur les fluctuations aucun effet réel.

Enfin, l'analyse économique du cacao se complique encore lorsqu'on y fait intervenir des considérations d'externalités et d'environnement. Le cacao, en effet, est le type même de la culture « minière », qui prospère au détriment d'une forêt tropicale qu'elle détruit irrémédiablement, pour la remplacer par un paysage artificiel, que d'aucuns jugent « appauvri ». Le cacao est toujours « en bout de piste », bien que la piste soit nécessaire à son existence, et qu'il soit aussi le plus souvent à l'origine de l'ouverture même de la piste, laquelle servira ultérieurement à de nombreuses autres activités.

Tout ceci permet de comprendre pourquoi l'enjeu de l'étude du cacao, de sa production et de sa consommation, est bien plus grand qu'on ne pourrait le croire en examinant la part de ce produit dans la production mondiale ou dans les budgets des consommateurs. L'étude du cacao comme produit conduit forcément à des questions cruciales en théorie économique, comme celle du rôle de l'État dans la régulation des marchés, de la valeur des ressources écologiques, de la notion d'avantage comparatif, etc.

En même temps – et c'est peut-être la raison pour laquelle trop peu d'économistes se sont penchés sur ce produit – on ne peut pas aborder cette étude (en tous cas la partie « production » du problème) sans un

minimum de culture agronomique ou biologique. Il faut comprendre pourquoi l'exploitation d'un « front pionnier » constitue dans la production de cacao un avantage comparatif décisif. Il faut savoir interpréter les va-et-vient des techniques de production entre l'agro-industrie et l'agriculture paysannale. Il faut pouvoir évaluer les chances de la substitution d'un arôme artificiel, produit de l'industrie chimique, aux protéines « naturelles » qui font actuellement l'intérêt du cacao (dont la seule teneur en lipide ne justifierait pas la production). Il faut pouvoir évaluer, et remettre à leur juste place, les causes et les conséquences des accidents climatiques ou sanitaires, que beaucoup d'analystes superficiels accusent souvent un peu vite d'être à l'origine de toutes les fluctuations qui sont en réalité d'origine « endogène ».

Pour toutes ces raisons, François Ruf, à la fois économiste et agronome, était tout à fait bien placé pour présenter un panorama économique du « produit cacao », qu'il étudie sur le terrain depuis des années. Le cœur de son analyse est une théorie du cycle du cacao, basée sur des facteurs à la fois économiques (anticipations de prix, disponibilités en facteurs de production) et techniques (lorsque la densité d'arbres atteint un certain niveau, les conditions sont réalisées pour la propagation des épiphyties, et la baisse de production, au moment même où l'excès d'offre fait baisser les prix). Son raisonnement est étayé par d'innombrables exemples concrets, qui rendent ce livre aussi attrayant qu'un roman de Blaise Cendrars (1), ce qui est bien étrange pour un traité d'économie, mais bien agréable pour le lecteur.

C'est, du reste, cet agrément de la lecture de l'ouvrage qui incite le préfacier à passer ici la parole à l'auteur, de peur que la comparaison des deux styles ne tourne à son désavantage, mais non sans souligner encore que l'intérêt de ce travail dépasse de très loin le seul cas du cacao, et concerne, en fait, toutes les matières premières d'origine « biologique ».

(1) Toutes les expériences de terrain de F. Ruf ne sont pas relatées ici, faute de place. D'autres sont exposées dans divers documents du CIRAD que le lecteur intéressé consultera avec profit, notamment « Brésil », qui comporte une analyse détaillée du cas de la cacaoyère de Bahia.

AVANT-PROPOS

Avant la prise, un mot sur la chasse

Avec ce livre, j'espère contribuer à améliorer la connaissance de l'économie du cacao et, en même temps, témoigner des aventures humaines qui accompagnent les « booms » et les « crises » sur cette matière première. Ce sont les « prises ».

Sans trop s'attarder, donnons un mot sur la « chasse » qui a conduit à ces prises, non par complaisance mais pour évoquer la méthode. Ce livre est un des produits de près de 15 ans de recherche sur les principaux pays producteurs de cacao de cette fin de siècle, dont 6 ans en Côte-d'Ivoire (1979 à 1985), le premier producteur mondial depuis 1978, et presque 6 ans en Indonésie (de 1989 à 1994), l'apparent « nouveau venu » sur le marché, probable prochain second producteur mondial. J'ai eu la chance d'être un témoin direct de deux grands booms de l'histoire du cacao, celui du centre-ouest et du sud-ouest de la Côte-d'Ivoire dans les années 1970-1980 et celui de Sulawesi dans les années 1980-1990.

Ne faisons pas comme les politiques, ne reconstruisons pas l'histoire pour « montrer » la rationalité de la démarche et des objectifs. Ce programme s'est construit au fil des années, des opportunités de missions et de ressources financières, au fur et à mesure de la compréhension de l'économie cacaoyère, avec une part de chance et de hasard. C'est presque par hasard que j'ai visité en 1989 quelques plantations de cacao à Sulawesi, dont personne ne parlait, pour découvrir qu'un boom du cacao se préparait. Tous les ingrédients étaient rassemblés : migrations, accès aux forêts, prix croissant du cacao en monnaie locale, etc.

C'est donc une méthode « d'agriculture comparée » qui a été appliquée à l'économie du cacao, confrontant les faits observés ou reconstitués à une grille d'analyse que chaque étude de cas a contribué à enrichir. Un point de méthode essentiel mérite d'autant plus d'être souligné qu'il n'était pas planifié : cette comparaison ne s'est pas faite de « but en blanc » mais est partie des 6 premières années de recherche consacrées exclusivement à la Côte-d'Ivoire. Cette véritable « base de recherche », intégrant

les stratégies des producteurs, leurs histoires, leurs parcours de migrants, constitue un référent permanent et une base qui a permis de profiter à plein de « l'agriculture comparée ».

Sous cette condition, la comparaison ouvre à une meilleure compréhension des enjeux d'une recherche. C'est en découvrant en 1983-1984 les difficultés des planteurs ivoiriens à replanter les cacaoyers que j'ai commencé à développer le concept de « rente différentielle forêt ». Mais c'est en 1987 et 1988, à la faveur de missions au Cameroun, en Équateur et en Malaisie que j'ai compris la récurrence des difficultés de replantation d'une région à l'autre, d'un pays à l'autre, et les liens entre la « base écologique » des difficultés de replantation, les cycles de vie de l'arbre, de la famille et du marché, et les déplacements des foyers de production d'un pays à l'autre, d'un continent à l'autre.

En définitive, ce n'est qu'à partir de 1989 que le premier « modèle » ou grille d'analyse des cycles économique du cacao a été formalisé, ce qui a permis de tester la pertinence de l'approche dans plusieurs pays, avec l'aide d'autres chercheurs et étudiants. Ce travail a fourni de nombreuses publications personnelles et collectives dont ce livre est une synthèse... en attendant de devenir une étape (1).

(1) Par exemple, la rencontre avec J.-M. Touzard a permis de monter une opération de recherche pour vérifier la pertinence du modèle dans les « débuts de l'histoire internationale du cacao » en Amérique centrale et au Mexique. Quant au Sud-Est asiatique, F. Jarrige, M. Dupraz et M. Morisson ont commencé un travail sur la Malaisie. On se reportera en particulier à la thèse de F. Jarrige (1994), sur une comparaison Malaisie/Côte-d'Ivoire, préparée dans le cadre du programme « Économie du cacao » du CIRAD-SAR et la publication de J.-M. Touzard (1993), *L'économie coloniale du cacao en Amérique centrale*, publiée dans les collections du CIRAD. Enfin, en langue anglaise, on pourra se reporter au livre tiré de la conférence de Bali, *Cocoa cycles*, rassemblant 17 communications (édité par Ruf et Siswoputranto, 1995).

Les principales étapes du modèle sont : *Éléments pour une théorie sur l'agriculture des régions tropicales humides. De la rente différentielle au cacaoyer, capital-travail* (Ruf, 1987), *Stratification sociale en économie de plantation ivoirienne* (1988). *Un modèle de l'agriculture des zones tropicales humides ? Éléments pour sa construction à partir du cas ivoirien et première confrontation à l'expérience malaisienne* (1989), *Les déterminants de l'offre du cacao* (1990), *Les crises cacaoyères, la malédiction des âges d'or ?* (1991), *Compétitivité et cycles du cacao. Vrais et faux problèmes sous l'éclairage indonésien* (1993), *Cacao : cycles, coûts, externalités* (1994), *La Côte-d'Ivoire va-t-elle céder la place de premier producteur mondial de cacao à l'Indonésie ?* (1993). Pour une analyse du cas brésilien, en attendant un ouvrage en préparation, voir une analyse des problèmes de replantation, *Production de cacao et replantation à Bahia, Brésil* (Ruf, Forget, Gasparretto, 1994).

INTRODUCTION

« Planter du cacao, c'est semer de la poussière d'or pour récolter des lingots »

« Planter du cacao, c'est semer de la poussière d'or pour récolter des lingots ». Cette citation du romancier Jorge Amado (1), s'applique aussi bien à l'histoire cacaoyère brésilienne au tournant du XIX^e et du XX^e siècle qu'au dernier « boom » du cacao de cette fin de siècle, celui de l'Indonésie. Que sont ces barres ou ces lingots d'or ? Quel est ce « boom » ? Rappelons que l'orthographe américaine du mot a été conservée dans la langue française. Pour le dictionnaire Larousse, « boom » signifie « hausse importante et soudaine des valeurs en bourse ; prospérité brusque d'un État, d'une entreprise, d'une activité économique ». Le boom du cacao est bien la prospérité brusque d'une région ou d'un pays par le cacao. Il reste une ambiguïté à lever : boom de l'offre ou boom du prix et des revenus ? Tel est bien le « dilemme cacaoyer ».

Sauf exception, le scénario des lingots d'or se reproduit de siècle en siècle, de pays en pays : migrations suivies de défrichements de forêt suivis de plantations. Presque tous les grands booms « cacao » sont spectaculaires et semblent s'accélérer au cours de l'histoire. Des années 1870 aux années 1910, les exportations de l'Équateur passent de 10 000 à 40 000 tonnes. A l'aube du XX^e siècle, de 1900 à 1910, pour passer de quelques centaines de tonnes à 40 000 tonnes, il faut tout juste 10 ans au Ghana. En cette fin de siècle, le boom indonésien des années 1980-1990 semble encore plus puissant. Sulawesi (les ex-Célèbes), et plus exactement les deux provinces du sud de cette île, Sulawesi Selatan et Sulawesi

(1) Citation de *Tocaia Grande* (traduction Stock, 1985, p. 55). Voir également l'introduction à la bibliographie sur le cacao au Brésil (Ruf *et al.*, 1994).

Tenggara, connaissent un boom du cacao qui a surpris plus d'un professionnel du secteur, plus d'un responsable politique. Quasi inexistant au début des années 1980, au moins dans les statistiques, au point que des ouvrages relativement récents ne mentionnent pas le cacao parmi les produits agricoles de Sulawesi, l'île semble atteindre près de 200 000 tonnes en 1993-1994. Malgré la menace d'un insecte, le foreur de cabosse, ce bond de presque 200 000 tonnes en 15 ans suggère encore une croissance à l'approche de l'an 2000.

Un fonds commun

Sauf exception, ces histoires cacaoyères reposent sur un fonds commun : les fronts pionniers, les migrations conquérant des espaces de forêt tropicale (2). Depuis les colons espagnols en Amérique centrale (Mac Leod 1973, Touzard 1993) jusqu'aux Bugis d'Indonésie (Ruf 1991), tout grand boom du cacao résulte d'un processus de migration et de conquête pionnière d'une forêt tropicale. On le vérifie dans tous les pays à toutes les époques : les Indiens chômeurs de l'industrie textile des Andes équatoriennes déferlant sur la plaine de Guayaquil (Arosemena 1991) ; les paysans sans terre du Nordeste brésilien arrivant sur Bahia, si bien décrits par Jorge Amado ; les Mossi venant accélérer les booms du cacao du Ghana puis de la Côte-d'Ivoire (Léna 1979, Ruf 1985).

En corollaire, une fois la forêt « brulée », le boom du cacao s'essouffle et se voit relayé presque obligatoirement et parfois brutalement par une récession. L'histoire cacaoyère se répète alors dans une autre région dont la forêt vierge est encore intacte. C'est le principe de déplacement des foyers de production sur lesquels nous reviendrons à plusieurs reprises. C'est la base biologique ou écologique des cycles d'offre du cacao. C'est une base endogène, un modèle.

(2) Parmi les exceptions, citons le développement de la culture au centre-sud Cameroun dans les années 1950 à 1970 : les cacaoyères se sont bien développées par abattage partiel d'arbres de la forêt, mais en laissant un couvert forestier. Ce développement s'est fait assez lentement, mais a quand même recouru à des migrations saisonnières. Citons aussi une partie de la Malaisie péninsulaire dans les années 1970-1980 : le cacaoyer a été introduit sous cocotiers, par une population installée depuis deux à trois générations. De tels systèmes ne permettent pas de « booms cacao » mais laissent entrevoir des solutions agroforestières comme un relais au système dominant « défrichements/migrations » (cf. chap. 2, p. 111-147).

Si la cacaoculture est régie en grandes plantations privées, cette migration peut être plus dirigiste et se rapprocher de l'esclavage comme à São Tomé (Clarence Smith 1990) et plus récemment dépendre de migrations de travailleurs, comme la Malaisie dépend sur ce point de l'Indonésie. Mais le processus boom/crise ne s'en trouve pas fondamentalement modifié.

Beaucoup de chercheurs découvrent ou redécouvrent en partie ces éléments à l'occasion d'une monographie ou de l'étude d'un pays. Citons les travaux d'historiens sur l'Amérique centrale tel Mac Leod (1973) (3), sur l'Amazonie (Alden 1976). Évoquons les « acteurs du cacao » comme Tosta Filho (1948) et bien d'autres au Brésil, les travaux d'avant-garde de P. Hill au Ghana. Mais faute de comparaison, beaucoup analysent ce processus de front pionnier (voir définition dans l'encadré ci-dessous) et de boom suivi de récession comme le produit d'une histoire locale, spécifique. A notre connaissance, peu comprennent la possibilité de véritables règles ou d'un modèle des cycles du cacao sur-déterminant les spécificités locales (4).

Ce livre a pour objet de démontrer le caractère endogène et répétitif des cycles du cacao, sur lesquels l'histoire locale et spécifique se « greffe ». L'histoire d'un pays peut ralentir ou accélérer les cycles mais pas les modifier fondamentalement. Une des premières règles est la relative facilité d'entrée dans le marché.

En dépit de la majesté des arbres de la « forêt vierge », les abattre, les brûler et planter des cacaoyers demande relativement peu de travail et de capital. Une fois séchées, les fèves de cacao peuvent se stocker quelques semaines à quelques mois et se transportent relativement aisément. Il y a donc peu de « barrières » pour entrer dans le marché du cacao : il suffit de planter un peu de paillettes ou de poussière d'or ! Non sans rapport avec cette facilité apparente, le prix du cacao suit cependant des cycles de forte amplitude entre des creux profonds et des pics historiques. En quelque dix à vingt ans, un ancien gardien de moutons du Burkina Faso ou un travailleur de rizière de Sulawesi accèdent à des richesses inespérées : bicyclette, maison, véhicule, voyage à La Mecque... : c'est récolter des lingots. Pour Bahia, Jorge Amado, toujours dans son roman *Tocaia Grande*, fait même dire à son héros, planteur et tueur à la solde d'un grand propriétaire : « Il n'y avait pas de discussion : aucune culture au monde ne se compare à celle du cacao, aucune n'est aussi rentable et si rapidement ».

(3) Dont les travaux ont été repris par Touzard (1993), qui a vérifié la pertinence du modèle pour le cas de l'Amérique centrale.

(4) C'est pourquoi nous avons essayé de tester l'hypothèse du modèle récurrent des cycles du cacao avec l'aide de plusieurs étudiants et collègues (notamment J.-M. Touzard pour l'Amérique centrale, F. Jarrige pour la Malaisie, B. Losch pour le Cameroun).

Le concept de front pionnier

Dans la majorité des cas, la forêt tropicale et ses habitants autochtones représentent un milieu peu connu des migrants, d'où leur double inquiétude vis-à-vis des hommes de la forêt et d'un environnement dangereux. Lévêque (1986) rappelle la définition originelle de « pionnier », attribuée aux fantassins du XII^e siècle, et à partir d'exemples en Amérique centrale, montre bien que les migrants sont souvent envoyés en « fantassins » chargés de s'affronter à la forêt et à ses habitants. Sur ce continent américain, le concept de « front », évoquant un aspect presque militaire, se vérifie par les faits. Le problème de la rencontre avec les autochtones a été souvent réglé par leur extermination, notamment à Bahia.

Mais même en Afrique de l'Ouest et en Indonésie, où les migrations cacaoyères se réalisent le plus souvent dans les conditions pacifiques, on observe une règle dominante : pour les migrants qui ne font pas acte d'allégeance aux autochtones, qui ne disposent ni d'un capital important, ni d'un soutien politique particulier ni d'une connaissance minimale de la forêt tropicale, la seule ressource est l'union. Le nombre fait la force.

Le front avec ou face aux autochtones ou à d'autres groupes de migrants

Le principal enjeu est bien sûr l'accès à la terre. Dans le cadre d'une migration « pacifique » mais non sans conflits, en fonction des rapports de force, les autochtones peuvent parvenir à assez bien contrôler la terre (cas minoritaires) ou au contraire voir un intérêt ou une quasi-obligation à céder les forêts : revenus, développement du village, relations de clientèle, etc. Dès qu'un premier contact s'établit, de nombreux parents et voisins vont chercher à en bénéficier. Les premiers migrants peuvent en tirer des avantages en termes de main-d'œuvre et en plaçant les nouveaux arrivés en tampon entre les autochtones et eux. Un front pionnier, traversé de multiples facteurs de diversité ethnique et sociale, n'a donc rien d'homogène. Les divergences d'intérêt, y compris entre migrants, la concurrence sur la terre et la forêt, les risques de la colonisation génèrent un équilibre social instable. Même dans sa version pacifique, il y a « front » au sens d'une confrontation contenue.

Le front avec ou face à l'État

On retrouve l'enjeu foncier. Les Bugis indonésiens sont des maîtres dans l'art. Dès qu'une région forestière est identifiée par un migrant potentiel, une de ses premières préoccupations est d'entraîner une vingtaine de chefs de famille. Le nombre permet de solliciter l'approbation d'un représentant local de l'État et de mieux résister en cas de conflit.

Les ventes massives de forêts par les autochtones sont souvent le fruit de soutiens actifs des États aux migrants.

Le front face au milieu forestier

Du paludisme aux animaux sauvages, des écureuils aux singes, la forêt incite à se regrouper, et à regrouper les plantations pour mieux se protéger, soi et les arbres. Les techniques de défrichements manuels sont beaucoup plus efficaces en groupes. Enfin, aux premières années, l'alimentation et le cadre de vie dépendent de la chasse, de pêche et de « solidarité/clientélisme » notamment pour l'habitat. Même s'il peut y avoir une multitude de fronts et de microcosmes pionniers dans une région, plutôt qu'une grande ligne ou cercle tracé sur la carte, il y a bien une traduction géographique des notions de front pionnier.

Ces formulations sont empruntées au monde réel et s'entendent dans les pays en phase de boom du cacao. Pour Bahia, Amado, mais aussi plusieurs travaux scientifiques, tels ceux de Monbeig (1937), évoquent des familles accédant aux voitures américaines et aux voyages à Paris.

En corollaire, de tels « lingots d'or » impliquent des chutes brutales de production, expliquant les pics historiques revenant tous les 25 à 30 ans... A l'âge d'or succède alors la crise. On revient à la poussière, pas forcément d'or. C'est la notion de cycle économique appliquée dans ses extrêmes, presque universelle dans l'histoire du cacao.

L'arbre aux fruits d'or

« Les bateaux déversent de nouveaux arrivants, hommes et femmes, venant à la recherche de "l'or facile" produit par les cacaoyers » (J. Amado, 1944, p. 73, cité par Leeds 1957, p. 414).

Le cacaoyer n'a pas le monopole de l'analogie entre l'arbre et un métal précieux, ou entre l'arbre et la mine. Ainsi le caféier, présente bien des analogies avec le cacaoyer, ayant connu aussi de nombreux déplacements de foyers de production aux dépens de la forêt, notamment au Brésil. Le café, ayant créé des richesses suivies de crises et d'abandons, a été appelé

l'« or vert », notamment par Milliet (1938). Au Salvador, le café est dénommé le « grain d'or » par Pelupessy (1994). La comparaison est tentante dès que le marché conduit une région entière à construire son économie sur la base d'un produit, ce que l'on appelle la monoculture, et sur la base d'un seul capital, l'arbre dont on tire ce produit. Tout en croyant avoir identifié une spécificité brésilienne, Leeds (1957) avait bien vu la convergence entre cycle du caoutchouc, cycle du café, cycle du cacao. Au plan de la monoculture, il retrouve également les cycles du sucre.

La comparaison revient cependant plus souvent, et à juste titre, pour le cacao. Tous les chercheurs et observateurs d'un boom du cacao retrouvent plus ou moins les termes « d'âge d'or », de « golden age ». Ainsi le boom du cacao malaisien au tournant des années 1970 et 1980 a encore été comparé à une ruée vers l'or, celle du XIX^e siècle à Victoria en Australie (Anon 1991). Cette analogie est souvent facilitée par l'apparence d'une belle plantation de cacao.

Pour Bahia au Brésil, Jorge Amado écrit dans son roman *Cacau* (1933):

Dans le sud de Bahia, cacao est le seul nom qui sonne bien. Les plantations sont belles lorsqu'elles sont chargées de fruits jaunes (traduction 1984, p. 59) (5).

Dans son roman *Tocaia Grande*, il est encore plus explicite en évoquant l'arrivée de la pluie qui fait jaillir le sang des cacaoyers (6) et la chaleur du soleil qui renforce les pousses et les font s'enflammer d'or.

Les fruits, les cabosses, souvent jaunes pour les variétés de cacaoyers cultivées à Bahia à cette époque, rappellent indéniablement la couleur du métal précieux. Les arbres chargés de fruits semblent bien offrir leurs « lingots d'or ».

Au-delà de ce symbole visuel pour certaines variétés de cacaoyers, la facilité avec laquelle se plante cet arbre après défrichage de forêt, ainsi que le prix de marché élevé parfois atteint par le cacao, entraîne des

(5) Toutes les citations de ce livre, empruntées à des ouvrages en langue étrangère sont données dans une traduction française de l'auteur, sans que cela soit indiqué systématiquement.

(6) C'est une belle image des jeunes feuilles encore rouges en attendant leur fonction chlorophyllienne, apparaissant juste après les pluies. En langue anglaise, on parle souvent de *flush*, qui conserve la même poésie puisque le mot a entre autres sens, l'éclat (de lumière) et la rougeur, le flot de sang...